



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
2, place du Général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 15 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESSITY (ex TISSUE FRANCE)

USINE DE KUNHEIM
11 route industrielle
68320 Kunheim

Références : 0006700642_2025_12_05_Essity_VISuiEch
Code AIOT : 0006700642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement ESSITY (ex TISSUE FRANCE) implanté USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 Kunheim. L'inspection a été annoncée le 19/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le suivi des échéances de l'arrêté de mise en demeure du 26 août 2025 consécutif aux constats relevés dans l'inspection du 22 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSITY (ex TISSUE FRANCE)
- USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 Kunheim
- Code AIOT : 0006700642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Essity fabrique des produits d'hygiène à partir de fibres neuves (mouchoirs, lingettes, papier toilette,...).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

Référentiel utilisé :

- Arrêté préfectoral du 26 août 2025 portant mise en demeure à la société Essity de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Kunheim ;
- Arrêté préfectoral du 12 novembre 2019 portant prescriptions complémentaires à la société ESSITY OPERATIONS France pour son établissement de Kunheim dans le cadre du réexamen de ses conditions de fonctionnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Production journalière	AP Complémentaire du 12/11/2019, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Justificatifs des dépassements et actions correctives	AP de Mise en Demeure du 26/08/2025, article 2	Levée de mise en demeure
2	Contrôle de recalage	AP de Mise en Demeure du 26/08/2025, article 3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé aux points de l'arrêté de mise en demeure du 26 août 2025.
L'inspection fait par ailleurs apparaître une demande d'action corrective sur la production maximale journalière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Justificatifs des dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/08/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Justificatifs des dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : <i>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</i> <i>« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »</i>
Constats :

<p>Lors de l'inspection du 22 mai 2025, l'Inspection avait constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'exploitant n'avait pas fourni, sur la plateforme GIDAF, les éléments de justifications nécessaires aux dépassements en azote constatés en juin, octobre, novembre 2024 et en phosphore constatés en septembre 2024 ; • qu'aucune action corrective n'avait été mise en place éviter le renouvellement des dépassements constatés en MES (juillet et septembre 2024), en azote et en phosphore. <p>L'exploitant a présenté, en séance, les justifications des causes de dépassement et des actions correctives réalisées ou en cours pour éviter le renouvellement des dépassements des valeurs limites d'émissions des paramètres de son autosurveillance.</p> <p>Il est constaté que depuis la mise en place des actions correctives sur la station biologique, les paramètres azote et phosphore ne sont plus en dépassement.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant justifie sur la plateforme GIDAF des dépassements et des actions en cours ou réalisées lorsque c'est nécessaire (hormis pour la production totale, cf. point de constat n°3, qui n'est pas un paramètre de son autosurveillance).</p> <p>Ces éléments permettent de lever la mise en demeure sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/08/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</i></p> <p><i>"III. [...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</i></p> <p><i>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 22 mai 2025, l'Inspection avait constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'organisme en charge des mesures n'avait pas pu prouver sa certification COFRAC pour le prélèvement et l'échantillonnage; • le début du protocole d'échantillonnage entre l'organisme en charge des mesures et

l'exploitant n'était pas au même horaire.

L'exploitant a présenté, en séance, le contrôle de recalage, constitué par :

- le rapport d'échantillonnage et d'essais effectué par un organisme accrédité par le COFRAC pour le prélèvement et l'échantillonnage, sur la même période d'échantillonnage que l'exploitant ;
- la sous-traitance des analyses à un organisme agréé pour l'analyse des paramètres d'autosurveillance de l'exploitant sur matrice "eau résiduaire" ;
- la comparaison des résultats d'analyses sous-traitées avec son autosurveillance.

Il est constaté que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Production journalière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2019, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Production journalière

Prescription contrôlée :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2006-53-4 du 22 février 2006 est remplacé par les éléments suivants :

Rubrique	Intitulé	Installations	Régime
[...]			
3610.b	Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	Fabrication de papiers type «absorbant» à partir de ouate de cellulose : Capacité maximale de production = 180 t/j	A
[...]			

Constats :

En lien avec le point de constat n°1, il est constaté que la déclaration GIDAF des rejets de l'exploitant du mois d'octobre 2025 laisse apparaître 9 jours au-delà des 180 tonnes par jour de production.

L'exploitant indique, en séance, dans sa déclaration que la production moyenne mensuelle s'établit à 162 tonnes par jour et n'a pas prévu d'actions correctives en ce sens. Il indique en séance que la comptabilité peut laisser apparaître des productions démarrées en début de nuit la veille et comptabilisées pour la journée d'après, augmentant *de facto* et de manière fictive sa production journalière. Il affirme que sa production globale n'a pas augmentée.

L'Inspection informe l'exploitant qu'il convient en ce sens qu'il porte à la connaissance de M. le préfet ces éléments afin de solliciter un tonnage maximal supérieur à 180 tonnes par jour et un tonnage moyen mensuel identique à celui actuellement autorisé. Si l'augmentation dépasse le seuil de la rubrique - 20 tonnes par jour - il convient qu'il dépose un examen au cas par cas, en plus du porter à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois